

## **Métropole du Grand Paris : Des députés PS veulent supprimer les départements de la petite couronne**

24.11.2013

**(AFP) - Plusieurs députés socialistes vont proposer de supprimer d'ici 2020 les conseils généraux de la petite couronne (92, 93 et 94), qui "n'auront plus de raison d'être" avec la future Métropole du Grand Paris, annonce l'un d'eux au Journal du Dimanche.**

"Supprimer cet échelon administratif devenu inutile permettra davantage d'efficacité", estime le député socialiste des Hauts-de-Seine Alexis Bachelay, qui va déposer un amendement en ce sens avec d'autres députés PS, lors de la deuxième lecture le 10 décembre du projet de loi créant une Métropole Grand Paris au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

"Le président du conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel (PS) y est favorable", assure le député. "Ses homologues des Hauts-de-Seine Patrick Devedjian (UMP) et du Val-de-Marne Christian Favier (PCF), défendent leur intérêt particulier et s'arc-boutent sur des positions conservatrices. Ils veulent juste sauver leur siège", dénonce-t-il.

Le complexe projet de loi sur les métropoles, qui suscite de fortes résistances à droite et à gauche, doit revenir en seconde lecture à l'Assemblée nationale le 10 décembre. Selon ce texte, la Métropole du Grand Paris fondera dans une seule instance territoriale les 19 intercommunalités et les 43 communes isolées des trois départements de la petite couronne avec Paris.

"Quand on voit tout ce qui dysfonctionne au niveau de l'agglomération parisienne, on ne peut pas se contenter du statu quo", explique Alexis Bachelay en se référant à la crise du logement. La Métropole, qui sera dotée des recettes fiscales jusqu'à présent dévolues aux intercommunalités, "proposera aux 124 communes de la petite couronne un schéma de logement et d'habitat, qui mettra les maires face à leurs responsabilités et débloquent des moyens. Ce qui permettra d'accroître l'offre de logement pour les Franciliens et de lutter contre la flambée délirante des prix de l'immobilier", estime-t-il.

### **Grand Paris : "Supprimons les quatre départements"**

**INTERVIEW - Le député PS des Hauts-de-Seine Alexis Bachelay défend avec passion le projet de loi contesté créant une Métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016. Le texte doit passer en deuxième lecture à l'Assemblée nationale le 10 décembre.**

#### **Pourquoi tenez-vous tant à cette Métropole du Grand Paris?**

Parce que ce futur établissement public, doté d'une fiscalité propre, pourra résoudre de nombreux problèmes qui pourrissent aujourd'hui la vie quotidienne des gens. Quand on voit tout ce qui dysfonctionne au niveau de l'agglomération parisienne, on ne peut pas se contenter du statu quo. Je pense aux inégalités territoriales entre des communes toujours plus riches et d'autres toujours plus pauvres. Ou encore à la grave crise du logement. Actuellement, la politique du logement est à la libre appréciation des maires. Or, certains d'entre eux sont dans le déni et refusent de construire. La Métropole du Grand Paris proposera aux 124 communes de la petite couronne un schéma du logement et de l'habitat qui mettra les maires face à leurs responsabilités et débloquent des moyens. Ce qui permettra d'accroître l'offre de logement pour les Franciliens et de lutter contre la flambée délirante des prix de l'immobilier.

**«Devedjian dit n'importe quoi!»**

#### **Certains élus estiment que l'agglomération parisienne est déjà trop dense...**

C'est un argument fallacieux, un prétexte pour ne pas bâtir et stopper le développement urbain. La densité la plus importante se situe à Paris intra-muros, avec 23.000 habitants au km<sup>2</sup>. Dès que vous franchissez le périphérique, la densité tombe à moins de 10.000 habitants par km<sup>2</sup>, quasiment partout en petite couronne, hormis Montrouge ou Levallois. Entre parenthèses, si la vie était si pénible à Paris à cause de la densité, je me demande bien pourquoi tout le monde veut y vivre...

#### **Patrick Devedjian, lui aussi député du 92, estime que "la ville de Paris est en train d'annexer la banlieue". Il se trompe?**

Il dit n'importe quoi! Il essaie de faire peur avec un discours anxiogène, complètement à côté de la plaque et à contre-sens de l'histoire. On n'est plus au XIXe siècle, il n'y a plus lieu d'opposer Paris et sa banlieue. Les

habitants de la petite couronne vivent, travaillent, vont faire leurs courses, sortent à Paris. Ils ne se sentent pas écrasés par la capitale et n'auront aucun mal à se définir comme des habitants du Grand Paris. La future Métropole est exactement le contraire de "l'absorption par Paris des communes voisines" : on crée un espace de coopération et de partenariat.

### **Comment garantissez-vous aux communes qu'elles ne disparaîtront pas au profit de la capitale?**

Les 124 communes de la petite couronne, qu'elles aient 1.000 ou 100.000 habitants, siègeront toutes au conseil métropolitain, avec au moins un représentant. Elles voteront donc toutes au sein de cette espèce de conseil municipal à l'échelle métropolitaine. Elles ne décideront plus toutes seules dans leur coin, mais travailleront toutes ensemble. Quant aux 19 intercommunalités, oui, elles disparaîtront en tant que structures juridiques, pas en tant de territoires. Elles n'auront plus d'autonomie financière, ne disposeront plus d'une fiscalité propre, mais la Métropole leur donnera une dotation de territoire.

### **Vous souhaitez aller plus loin que le projet de loi en supprimant les départements...**

Je propose au gouvernement qu'on transfère les compétences des quatre départements de la petite couronne (75, 92, 93 et 94) à la Métropole du Grand Paris à horizon 2020. Je vais déposer un amendement en ce sens, avec Jean-Marie Le Guen et Christophe Caresche [députés de Paris], ainsi que d'autres députés socialistes. Cela signifie en effet la disparition des quatre conseils généraux, qui n'auront plus de raison d'être. Il y a trop d'acteurs, trop d'institutions. Supprimer cet échelon administratif devenu inutile permettra davantage d'efficacité pour les politiques publiques et un meilleur rapport qualité prix, pourrait-on dire. Le président du conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel (PS), y est favorable. Ses homologues des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian (UMP), et Christian Favier (PCF), défendent leur intérêt particulier et s'arc-boutent sur des positions conservatrices. Ils veulent juste sauver leur siège.

### **«Les conseils généraux n'auront plus de raison d'être»**

### **Le futur maire du Grand Paris sera une personnalité hyperpuissante...**

Le conseil métropolitain, composé de représentants des communes, élira l'équivalent d'un maire du Grand Paris. Mais les compétences de la Métropole se borneront au logement, à l'urbanisme et à l'aménagement, au développement durable, et on a ajouté la politique de la Ville. L'Etat va aussi décentraliser toute une série de prérogatives, comme l'aide à la personne ou l'hébergement d'urgence. Si la Métropole absorbe les départements, comme je le souhaite, elle récupérera également les compétences en matière de solidarité. La Région Ile-de-France, elle, conserve le transport, les lycées, de développement économique, la formation...

### **Que répondez-vous à ceux qui redoutent une hausse de la fiscalité locale avec l'avènement de la Métropole du Grand Paris?**

On ne crée aucun impôt nouveau. On ne touche pas aux taxes foncières et d'habitation qui restent aux communes. En revanche, on récupère les taxes dévolues aux intercommunalités, qui seront désormais prélevées par la Métropole. Cela représente à peu près la moitié de la fiscalité locale. Dans le même temps, on simplifie puisqu'à la place de 19 EPCI (Etablissements publics de coopération intercommunale), on n'en aura plus qu'un. Les élus qui réclament un allègement du « mille-feuille institutionnel » devraient être contents.

### **Bertrand Gréco - Le Journal du Dimanche**

dimanche 24 novembre 2013